

REVUE DE DROIT RURAL

AGRICULTURE - AGROALIMENTAIRE - ESPACE RURAL - ENVIRONNEMENT

sous la direction de :

JEAN-JACQUES BARBIÉRI, HUBERT BOSSE-PLATIÈRE,
SAMUEL CREVEL, JACQUES FOYER, DANIEL GADBIN,
RAYMOND LE GUIDEC

FÉVRIER 2017 - **N°450**

ISSN 395-9015

DROIT DES SOCIÉTÉS



4 > p. 21

Incidences de la réforme du droit des obligations sur les entreprises agricoles

Étude par Jocelyne CAYRON

► ÉTUDES

2 > p. 15

Droit fiscal

Loi de finances 2017 et loi de
finances rectificative pour 2016

par Denis ROCHE

5 > p. 26

Droit social agricole

Quelle liberté de choix pour
l'agriculteur ?

Par Thierry TAURAN

6 > p. 33

Alimentation

Décret sur les mentions
d'origine : quelles
conséquences pour les
entreprises ?

par Julie BOMBARDIER et Jean-Luc
VIRUÉGA

► COMMENTAIRES

33 > p. 37

Baux ruraux

Responsabilité délictuelle
atténuée pour l'instigateur d'un
pas-de-porte

par Samuel CREVEL

40 > p. 42

Espace rural

Usage d'un chemin d'exploitation
menant à un espace naturel
publiquement approprié

par Christian LAVIALLE

48 > p. 48

Environnement

Recours au référé-instruction
dans le cadre d'une pollution
subie par un exploitant
par Gaëtan BAILLY

50 > p. 51

Organisation de la production et des marchés

Nouvelle cuvée d'arrêtés
par Norbert OLSZAK

57 > p. 55

Coopératives agricoles

Procédure d'exclusion dans une
coopérative : une opacité ; qui
mériterait un vrai renouveau

par Patricia HIRSCH

63 > p. 59

Droit de l'UE

Paiements directs : activité
minimale requise sur les
surfaces de pâturages
permanents

par Daniel GADBIN

Sommaire

P. 1 Repère

L'agriculture (et la forêt) un chemin d'humanité..... n° 2

P. 3 Alertes n° 16 à 30

P. 13 Entretien

Le sort du lait français après la fin des quotas n° 1

P. 15 Études

Les dispositions agricoles de la loi de finances 2017 et de la loi de finances rectificative pour 2016..... n° 2

Compensation collective agricole : un dispositif juridique inachevé..... n° 3

Incidences de la réforme du droit des obligations sur les entreprises agricoles..... n° 4

À propos de l'assujettissement à la Mutualité sociale agricole : quelle liberté de choix pour l'agriculteur ?..... n° 5

Entrée en vigueur du décret sur les mentions d'origine : quelles conséquences pour les entreprises ?..... n° 6

Commentaires

P. 37 Baux ruraux

● Pas-de-porte

Responsabilité délictuelle atténuée pour l'instigateur d'un pas-de-porte..... n° 33

● À noter également..... n° 34 à 36

P. 39 Procédure

● Procédure d'appel

Jamais sans mon copreneur..... n° 37

● À noter également..... n° 38

P. 40 Contrôle des structures

● Régime de la déclaration

Il ne détient jamais celui qui possède indivisément..... n° 39

P. 42 Espace rural

● Chemin d'exploitation

Qui peut bénéficier de l'usage d'un chemin d'exploitation menant à un espace naturel publiquement approprié ?..... n° 40

● Expropriation

Communication électronique et procédure d'appel dans le contentieux de l'expropriation..... n° 41

● À noter également..... n° 42 à 47

P. 48 Environnement

● Pollution

L'opportunité du recours au référé-instruction dans le cadre d'une pollution subie par un exploitant agricole..... n° 48

● À noter également..... n° 49

P. 51 Organisation de la production et des marchés

● Inao

Une nouvelle cuvée d'arrêtés peu réussie... (à propos de 8 nouvelles décisions du Conseil d'État sur les IGP de vins mousseux)..... n° 50

● À noter également..... n° 51 à 53

P. 52 Droit des sociétés

● Durée

Conditions de la prorogation de la durée d'une société..... n° 54

● À noter également..... n° 55 et 56

P. 55 Coopératives agricoles

● Procédure

Procédure d'exclusion dans une coopérative : une opacité qui mériterait un vrai renouveau..... n° 57

P. 56 Droit social

● Mutualité sociale agricole

Application de la cotisation de solidarité à un agriculteur exerçant à titre secondaire..... n° 58

● À noter également..... n° 59 à 61

P. 59 Droit de l'Union européenne

● Aides

Contrôle des aides d'État : compétence du juge national..... n° 62

● Paiements directs

Paiements directs : activité minimale requise sur les surfaces de pâturages permanents..... n° 63

● À noter également..... n° 64 à 67

La Rédaction attire l'attention plus particulière des lecteurs sur l'importance des articles dont le titre est précédé d'un filet

Ce numéro comporte un encart jeté
« 7 hebdo

6 Entrée en vigueur du décret sur les mentions d'origine : quelles conséquences pour les entreprises ?



Julia BOMBARDIER,
avocat à la cour, Cabinet Jeantet



Jean-Luc VIRUÉGA,
Traçabiliticien®, expert près la cour d'appel de Montpellier

En vigueur depuis le 1^{er} janvier 2017, le décret n° 2016-1137 du 19 août 2016 rend obligatoire l'indication de l'origine du lait ainsi que du lait et des viandes utilisés en tant qu'ingrédients dans les lenrées alimentaires préemballées. Cet article revient sur les dispositions phares du décret, mais surtout sur ses conséquences en termes organisationnel et technique pour les professionnels, et le risque de sanctions qui s'en trouve renforcé.